

Lot de consolation pour Gandrange

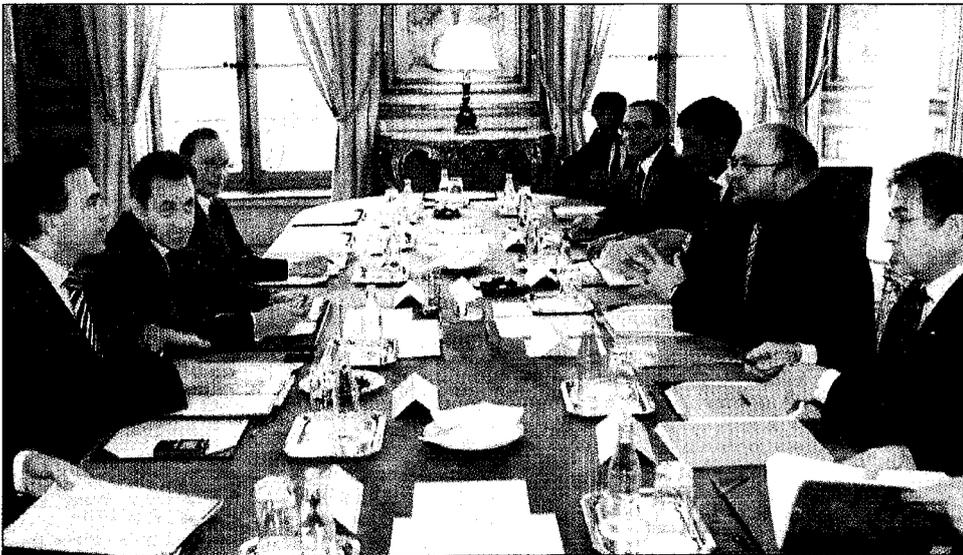


Photo REUTERS

ArcelorMittal a annoncé hier 30 millions d'euros d'investissement et la création de 124 emplois sur le site de Gandrange.

Un lot de consolation pour la fermeture de l'aciérie électrique et du train à billettes que les syndicats ont jugé « insuffisant ».

Ils ont fait part de leur déception lors de leur rencontre avec Nicolas Sarkozy à l'Élysée (photo).

**REPORTAGE DE BERNARD KRATZ
EN « RÉGION »**

ArcelorMittal fait un geste

Après avoir confirmé la suppression de 595 postes à Gandrange, ArcelorMittal a annoncé hier la création d'une centaine d'emplois sur ce site et le principe du maintien en activité, après 2012, de son haut fourneau de Florange.

Grâce à un investissement de 30 millions d'euros, le groupe compte ainsi créer 124 emplois à travers l'ouverture d'un centre de services pour la construction, le développement d'un centre de traitement de la distribution des barres, doté de deux nouvelles lignes de transfor-

mation, un projet panneaux solaires et la construction d'une nouvelle installation de recherche dédiée aux câbles. ArcelorMittal, qui emploie plus de 30 000 personnes en France, s'est engagé à reclasser les salariés à Florange ou au Luxembourg. Dans son communiqué, ArcelorMittal annonce aussi « le maintien de l'activité haut fourneau sur son site de au-delà de 2012 », tout en le conditionnant à « l'obtention des certificats d'émission » de dioxyde de carbone.

Le géant de l'acier s'était engagé aupa-

ravant à maintenir l'activité sur ce site seulement jusqu'en 2012. Le groupe réfléchit aussi à y réaliser « une étude de faisabilité » pour « un projet pilote de captage de CO₂ ».

Alors que les syndicats mettent en partie les pertes de Gandrange sur le compte de problèmes de formation, ArcelorMittal a annoncé la mise à l'étude de « la possibilité » de créer un nouveau centre dans la région. Soit un « investissement initial de 5 millions d'euros pour pouvoir former jusqu'à 120 jeunes », qui seraient ensuite

employés par le groupe ou ses sous-traitants. En outre, le groupe et le gouvernement veulent « étudier la possibilité de coopérer sur des projets de recherche et d'innovation », et discutent, dans ce cadre, d'« une contribution commune de 20 millions d'euros ».

Le numéro 1 de l'acier veut aussi réfléchir avec le fournisseur d'énergie Poweo à la construction de centrales au gaz naturel dans les vallées de l'Orne et de la Fensch, qui pourraient utiliser la combustion des gaz de hauts fourneaux.

« Ils ont sauvé la face ! »

Les représentants syndicaux de Gandrange étaient partagés, hier, à leur sortie de l'Élysée. Le plan Sarkozy arraché à Mittal condamne leur usine mais pourrait pérenniser le site de Florange si le géant de l'acier tient ses promesses en 2012.

On ne peut pas être content. Il y a 575 emplois qui sont supprimés. Mittal n'a rien cédé sur Gandrange. Mais sur Florange, il y a des avancées. Sarkozy comme Mittal sauvent la face et sortent la tête haute. » Le constat est unanime parmi les syndicalistes CFDT-CFE/CGC et CGT, sur le perron du palais l'Élysée. Il est 18 h 30. Les quarante-cinq minutes d'entrevue avec le président de la République « ont été directes et réactives. C'est qu'on commence à se connaître. C'est notre troisième rencontre », raconte Olivier Cayla, président régional de la CFE/CGC.

Pour ce syndicat, « ce plan limite la casse. » Le chef de l'État leur a confié qu'il avait rencontré à plusieurs reprises Lakshmi Mittal pour préparer ce plan. « On lui a dit que ce n'était pas satisfaisant pour Gandrange. Il a répondu : " c'est tout ce que j'ai pu obtenir de Mittal. Je ne peux pas faire plus », précise Pierre Sutter, de la CFE/CGC.

Sarkozy et Mittal en visite avant l'été

« On est déçus. Ce plan signe la fin des aciers longs en Lorraine. Mittal a préféré transférer sa production en Allemagne », regrette Jacky Mascelli, de la CGT, qui reconnaît toutefois « que c'est mieux pour Florange. » De fait, les 150 millions d'euros de réfection par haut fourneau devraient pérenniser pour vingt ans de plus le site des aciers plats.

« Mais c'est une promesse facile pour Mittal. La vérité de 2012 ne sera pas forcément celle de 2008 », remarque Pierre Sutter. Même si le Président l'a dit expressément : « Je viendrai avec



L'intersyndicale de l'usine ArcelorMittal de Gandrange a été reçue, hier, à l'Élysée, par le président de la République.

Lakshmi Mittal à Gandrange pour l'inscrire dans le marbre », rapporte Edouard Martin, de la CFDT.

« On n'a pas gagné, malgré la validité économique de nos contre-projets. On ne peut pas se satisfaire de la perte d'un millier d'emplois. Mais notre combat n'a pas été inutile », constate Alain Gatti, patron de la CFDT Lorraine. Il en veut pour preuve les propositions de son syndicat qui ont été retenues par le chef de l'État. Le centre de formation de la métallurgie en est l'illustration.

« Parce que la formation a

fait défaut à Gandrange », dit encore la CFDT qui attend aussi la confirmation par Nicolas Sarkozy et Lakshmi Mittal de la labellisation du pôle de compétitivité Mipi comme pôle à vocation mondiale. Et les emplois pour le parachèvement (20), les armatures de panneaux solaires (10) marquent la volonté d'Arcelor-Mittal d'investir dans les aciers de la construction et de l'énergie.

Sans compter ceux conquis par le centre de recherches de Gandrange (10 emplois) pour le tréfilage, un projet

dans les tuyaux depuis quelque temps qui devrait sauvegarder l'effort de recherche du numéro 1 mondial en Lorraine.

Anticiper les mutations industrielles

Les études sur les centrales à cycle combiné au gaz de Poweo restent à être confirmées. Poweo a déjà un projet de centrale thermique du côté de Toul et envisageait même d'en construire une au charbon en Moselle en 2006, avant d'y renoncer.

Tout comme l'hypothétique station de captage-sé-

questration de CO2 qui dépend de conditions géologiques pas forcément favorables en Lorraine.

Luc Chatel, secrétaire d'État à l'Industrie et porte-parole du gouvernement, a confirmé aux syndicats la volonté gouvernementale « de mieux anticiper les mutations industrielles en Lorraine ».

« Il viendra préparer le terrain dans la vallée de l'Orne », ajoute Alain Gatti. Préparer la visite du Président et de Lakshmi Mittal avant l'été.

Bernard KRATZ.

Photo AFP

Intérimaires, premières victimes

Loïc Gobert, 22 ans, intérimaire depuis un peu plus d'un an à l'aciérie de Gandrange, avait passé de joyeuses fêtes de Noël. « Quelques jours plus tôt, le responsable du personnel m'avait laissé entendre que mon embauche était bien engagée », se souvient-il. Il y a cru dur comme fer jusqu'à l'annonce, à la mi-janvier du sort réservé à l'usine de Gandrange. « Là, franchement, je n'ai plus d'espoir. Je prépare ma sortie, probablement avant six mois », soupire Loïc qui jusque-là, avait assuré les trois postes et effectué les mêmes tâches que les autres.

Les intérimaires, placés par Inter Conseil, Addia ou encore Adecco, seront les premières victimes de la restructuration annoncée. En effet, l'essentiel des reclassements va se faire vers le site de Florange comptant 300 intérimaires

qui n'ont d'autre choix que de céder leur place. Les 150 salariés intérimaires de l'usine de Gandrange ne devraient pas connaître un meilleur sort.

« Pour le moment, rien ne nous a été annoncé », reconnaît Loïc qui constate malgré tout que « l'ambiance entre les gars est plus tendue qu'avant, on ne se marre plus trop. Dans les premiers temps, il y a eu la colère, aujourd'hui on sent que tout le monde est préoccupé ».

Lui, avec son seul baccalauréat en poche, s'appête à tourner la page : « J'ai fait pas mal de petits boulots en intérim avant d'arriver chez ArcelorMittal. Là, vraiment cela ma plaisait bien, mais je sais que c'est râpé, je vais faire un bilan de compétences et je vais enchaîner sur une formation ».

Chatel : « Aucun personnel laissé sur le carreau »

Le secrétaire d'Etat à l'Industrie a assuré hier soir qu'aucun salarié de l'usine ArcelorMittal de Gandrange ne serait « laissé sur le carreau. Il n'y aura pas de licenciement, c'était évidemment la priorité du gouvernement », a déclaré Luc Chatel. « Conformément aux engagements qu'il avait pris à Gandrange en février dernier, le président de la République a tenu parole », a-t-il insisté.

« Il a obtenu de la part de la direction d'ArcelorMittal des investissements importants sur le territoire, à Gandrange, à Florange, en Lorraine, et il a également permis à travers des contacts que nous avons eus avec d'autres investisseurs, le fait que des gens comme Poweo puissent investir en Lorraine », a poursuivi le porte-parole du gouvernement.

Selon Luc Chatel, le fournisseur privé français d'électricité étudie avec ArcelorMittal un projet de construction de deux centrales électriques au gaz, l'une à Gandrange, l'autre à Florange.

valleroy

Les mesures annoncées

A GANDRANGE

- Création d'un centre de services à Gandrange dédié au secteur de la construction.

- Développement d'un centre de traitement de la distribution des barres, doté de deux nouvelles lignes de transformation.

- Développement d'un projet panneaux solaires afin de développer les technologies solaires.

- Construction d'une nouvelle installation R & D dédiée aux solutions câble.

- Investissement dans le laminoir existant.

A FLORANGE

- Maintien de l'activité haut fourneau sur son site de Florange au-delà de 2012 sous réserve de la conjoncture économique et de l'obtention des certificats d'émission. Le plan Apollo lancé par Arcelor en 2003 prévoyait la fermeture de la phase à chaud de Florange en 2010/2011, une procédure qui aurait concerné plus de 1 000 salariés. A la suite de la fusion ayant donné lieu à la création d'ArcelorMittal, la déci-

sion a été prise de maintenir la phase à chaud jusqu'à 2012.

- Etude de la faisabilité afin de déterminer l'éventuelle capacité du site à accueillir un projet pilote de captage de CO2. ArcelorMittal ambitionne de construire sur l'un de ses sites un prototype de haut fourneau capable de capturer le dioxyde de carbone afin d'en permettre le stockage. Aucune décision de mise en œuvre de ce projet ne sera prise avant d'avoir réalisé une étude de faisabilité.

POWEO

ArcelorMittal et Poweo sont convenus d'étudier en commun la construction d'unités de type cycle combiné au gaz naturel dans la zone géographique des vallées de l'Orne et de la Fensch. Le partenariat envisagé intégrerait la combustion des gaz de hauts fourneaux.

FORMATION

Création d'un nouveau Centre de formation technique pour la région Lorraine. Au cours des dix prochaines années, environ un tiers de la main-d'œuvre industrielle d'ArcelorMittal en France aura atteint l'âge de la retraite. Or, le système de formation actuel ne permettra pas de former en nombre suffisant des personnes qualifiées pour pourvoir ces postes.

Le Centre de Formation Technique nécessiterait un investissement initial de 5 millions d'euros destiné à fournir les locaux et les équipements techniques requis pour pouvoir former jusqu'à 120 jeunes. Le cycle de formation durerait deux ans et comporterait une activité professionnelle à temps partiel auprès d'ArcelorMittal. Après obtention de leur diplôme, les étudiants seraient employés par ArcelorMittal ou par ses sous-traitants.